

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



Documents officiels

SIXIÈME COMMISSION
29e séance
tenue le
Mardi 8 novembre 1994
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 29e SEANCE

Président : M. CHATURVEDI (Inde)
(Vice-Président)

puis : M. LAMPTEY (Ghana)
(Président)

TABLE DES MATIERES

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTION DE LA RESPONSABILITE DES ATTAQUES LANCEES
CONTRE LE PERSONNEL DES NATIONS UNIES ET LE PERSONNEL ASSOCIE ET MESURES DE NATURE A
PERMETTRE QUE LES RESPONSABLES DE CES ATTAQUES SOIENT TRADUITS EN JUSTICE

ANNONCES CONCERNANT LES PROJETS DE RESOLUTIONS

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.6/49/SR.29
25 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

94-82092

En l'absence de M. Lamptey (Ghana), M. Chaturvedi (Inde), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 35

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTION DE LA RESPONSABILITE DES ATTAQUES LANCEES CONTRE LE PERSONNEL DES NATIONS UNIES ET LE PERSONNEL ASSOCIE ET MESURES DE NATURE A PERMETTRE QUE LES RESPONSABLES DE CES ATTAQUES SOIENT TRADUITS EN JUSTICE (A/49/22 et A/C.6/49/L.4)

1. M. KIRSCH (Canada), Président du Groupe de travail chargé de la question de la responsabilité des attaques lancées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé, présentant le rapport du Groupe de travail (A/C.6/49/L.4), dit que ce dernier a été créé en réponse aux préoccupations largement partagées pour la sécurité du personnel des Nations Unies causées par une augmentation significative du nombre et de la gravité des attaques contre le personnel de maintien de la paix et autre personnel des Nations Unies. Dans son rapport sur la question, publié sous la cote A/49/349-S/26358, le Secrétaire général a recommandé l'élaboration d'un nouvel instrument international relatif à la sécurité des forces et du personnel des Nations Unies.

2. Sur l'initiative de la Nouvelle-Zélande, la question a été inscrite à l'ordre du jour de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale et deux projets de convention présentés par l'Ukraine et la Nouvelle-Zélande. A l'issue de négociations intensives et ouvertes à toutes les délégations, et auxquelles ont participé des représentants de toutes les régions, ainsi que des experts gouvernementaux, des représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des observateurs d'institutions spécialisées et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ces projets ont été réunis initialement en un texte de négociation composite qui a été publié dans le rapport du Comité ad hoc chargé d'élaborer une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (A/49/22, annexe I), lequel est ultérieurement devenu le texte publié en annexe au rapport du Groupe de travail.

3. Le Président du Groupe de travail note que bien que le projet de convention ait été élaboré rapidement tant en réponse à la demande figurant dans la résolution 48/37 de l'Assemblée générale qu'en raison de l'urgence de la tâche, il s'agit d'un document extrêmement sérieux. Le projet de convention a pu être établi rapidement parce qu'il dispose de fondements solides et repose sur des instruments internationaux existants. M. Kirsch ne prévoit donc aucun obstacle à son adoption par la Commission.

4. Le texte fait la synthèse des approches adoptées dans les projets établis par la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine, le premier posant la responsabilité individuelle de ceux qui s'attaquent au personnel des Nations Unies et le second s'efforçant de regrouper les divers aspects du droit et de la pratique en vigueur en ce qui concerne la sécurité de ce personnel. Des négociations difficiles ont été nécessaires pour aboutir à un compromis sur le texte définitif, mais ce dernier diffère peu du texte de négociation composite élaboré par le Comité ad hoc à la fin de sa session d'août 1994. Les quelques différences qui existent entre les deux textes concernent les définitions et le champ d'application de la Convention, résultent de modifications techniques apportées à ses dispositions pénales et de certains ajouts,

/...

(M. Kirsch, Canada)

y compris des dispositions sur l'indemnisation, sur le droit des Etats de retirer leur personnel et sur les réunions en vue d'examiner l'application de la convention.

5. En l'état, le projet de convention contient essentiellement trois types de dispositions : des dispositions de droit pénal, des dispositions qui traitent des droits et des obligations du personnel des Nations Unies et du personnel associé, des Etats hôtes et des Etats de transit, et des dispositions définissant le champ d'application de la convention.

6. Les dispositions de droit pénal, qui figurent aux articles 9 à 18, s'inspirent des dispositions d'un certain nombre de conventions anti-terroristes, notamment la Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, la Convention internationale de 1979 contre la prise d'otages et la Convention de 1988 pour la répression des actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, et visent à assurer que les responsables d'attaques contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé soient effectivement punis en garantissant l'engagement de poursuites à leur encontre ou leur extradition suivie de l'imposition des peines voulues, les privant ainsi de tout refuge. Tout au long des négociations, on a veillé à ce que les dispositions de la convention soient compatibles avec celles des conventions antérieures de même effet juridique, du point de vue du droit pénal international.

7. Les dispositions visant à synthétiser et développer le droit existant, qui figurent aux articles 3 à 8, 20 et 21, ont trait aux obligations de certains Etats, du personnel des Nations Unies et de l'Organisation elle-même et reposent largement sur le droit et la pratique en vigueur tels que ceux-ci sont reflétés dans un certain nombre d'accords sur le statut des forces. Ainsi, les Etats hôtes sont tenus d'assurer la sécurité du personnel des Nations Unies, les Etats doivent faciliter le libre transit du personnel et de leur matériel, le personnel des Nations Unies est tenu de respecter les lois des Etats hôtes et de transit, et l'Organisation des Nations Unies et les Etats hôtes sont tenus de conclure des accords sur le statut des forces. Les articles 20 et 21 contiennent des clauses de sauvegarde, qui disposent qu'aucune disposition de la convention n'affecte l'applicabilité du droit humanitaire et des normes en matière de droits de l'homme au personnel des Nations Unies et au personnel associé et par ce personnel; énoncent les droits et les obligations des Etats concernant le consentement à l'entrée de personnes sur leur territoire; l'obligation de l'Organisation des Nations Unies de se conformer au mandat d'une opération des Nations Unies; le droit des Etats de retirer leur personnel de telles opérations; le droit à une indemnisation appropriée dans certaines situations imputables au service dans une opération de maintien de la paix; et le droit de légitime défense.

8. Enfin, les dispositions définissant le champ d'application et énonçant des définitions, qui figurent aux articles 1 et 2, ont été les plus difficiles à élaborer du fait qu'elles sont particulières à la convention. Telles qu'elles sont actuellement libellées, la convention s'applique à toutes les opérations établies dans le but de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité, à l'exception des opérations coercitives dans le cadre desquelles le personnel est engagé comme combattant contre des forces armées organisées et auxquelles le droit des conflits

/...

(M. Kirsch, Canada)

internationaux s'applique. La convention s'applique aussi à d'autres opérations lorsque l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité a déclaré qu'elles comportaient un risque exceptionnel pour la sécurité du personnel. Une large gamme de personnels est couverte par ces dispositions.

9. Si le projet de convention ne répond peut-être pas à tous les objectifs de chaque délégation ou institution concernée, il marque une nette amélioration par rapport aux dispositions pouvant exister, en proposant un ensemble de droits et d'obligations dont l'équilibre délicat a été rendu possible par l'esprit de compromis qui a présidé aux négociations. Etant donné les solides fondements en droit international sur lesquels reposent nombre des dispositions du texte, la transparence des négociations et le nombre limité de modifications apportées au texte de négociation composite, le Président du Groupe de travail espère que le projet de convention sera adopté par la Commission.

10. Le Prince héritier FREDERIK (Danemark), parlant au nom des cinq pays nordiques, dit que ces derniers ont toujours été vivement intéressés par l'élaboration d'une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Ces pays ont actuellement plus de 3 900 hommes déployés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et sont profondément convaincus de la nécessité urgente de faire davantage pour protéger le personnel des Nations Unies et le personnel associé.

11. Le projet de convention dont la Commission est saisie représente le premier ensemble de règles fondamentales pour la protection du personnel des Nations Unies opérant dans des zones de conflit armé ainsi que de dispositions de droit pénal établissant la juridiction universelle pour la poursuite et le châtement des individus responsables d'attaques contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé. L'élaboration de ce projet dans l'année qui a suivi l'adoption de la décision pertinente à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale montre avec quelle rapidité l'Organisation des Nations Unies peut agir lorsque la volonté politique et la compétence juridique oeuvrent de concert dans un esprit constructif.

12. Les pays nordiques attachent une importance particulière à l'interprétation donnée durant les négociations au terme "le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies", qui figure à l'article 1 b) ii), et qui englobe aussi d'autres organismes du système des Nations Unies tels que Fonds, programmes et bureaux, et en particulier le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). En outre, ces pays soulignent la nécessité de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'écart entre l'application de la convention et les règles du droit international humanitaire applicable lors des conflits armés.

13. Si le projet de convention n'est peut-être pas encore parfait, l'idée sur laquelle il s'appuie, à savoir que les attaques contre le personnel agissant pour le compte de l'Organisation des Nations Unies sont injustifiables et totalement inacceptables, est clairement énoncée en termes juridiques précis. Les problèmes qui pourront se poser en ce qui concerne l'application de la convention pourront être examinés durant les réunions d'examen prévues à l'article 23, y compris à l'initiative des pays nordiques. La protection du personnel des Nations Unies est une tâche permanente, aux fins de laquelle la convention dont la Commission est

/...

(Le Prince héritier Frederik, Danemark)

saisie représente un grand pas en avant, et les pays nordiques recommandent donc vigoureusement qu'elle soit adoptée et ouverte à la signature durant la session en cours de l'Assemblée générale.

14. M. van BOHEMEN (Nouvelle-Zélande) rappelle que c'est à l'initiative de la Nouvelle-Zélande que le point 141 a été inscrit à l'ordre du jour de la Sixième Commission l'année précédente. La délégation néo-zélandaise se réjouit donc spécialement que 12 mois plus tard la Commission soit saisie du texte d'un projet de convention (A/C.6/49/L.4, annexe) qui a été négocié durant l'année écoulée.

15. C'est sur l'insistance de la Nouvelle-Zélande que les groupes de travail et en particulier le Comité ad hoc, ont été ouverts à tous les Etats, contrairement à la pratique antérieure de la Sixième Commission consistant à créer des organes à composition limitée aux fins de telles négociations. La Nouvelle-Zélande a estimé qu'il était essentiel que tous les Etats appelés à financer des opérations de maintien de la paix et autres opérations des Nations Unies et auxquels il pourrait être demandé de fournir du personnel pour de telles opérations aient la possibilité de participer pleinement aux négociations. Le projet dont la Commission est saisie atteste l'efficacité de cette méthode de négociation.

16. Le fait qu'un projet de convention a été négocié en une année seulement est imputable à trois facteurs. Premièrement, nul ne doutait de l'urgence de la tâche : en 1993, 201 membres d'opérations de maintien de la paix ont été tués au service de l'Organisation des Nations Unies; durant les dix premiers mois de 1994, 126 membres de telles opérations ont déjà été tués; du 1er juillet 1993 au 17 septembre 1994, 18 membres d'opérations des Nations Unies autres que des opérations de maintien de la paix ont été tués. Un tel nombre de décès parmi des personnes servant la cause de la paix et opérant au nom de la communauté internationale est inacceptable. La négociation rapide du projet de convention montre que les Etats Membres reconnaissent qu'il leur incombe de faire quelque chose pour mettre fin à ce carnage et traduire en justice les individus coupables de ces actes odieux.

17. Le second facteur est que le Comité ad hoc était saisi d'un document de travail unique lorsqu'il a commencé ses travaux. Si elle a été difficile, la réunion des projets de conventions néo-zélandais et ukrainien a été réellement productive.

18. Troisièmement, la matière régie par la convention a été délibérément circonscrite de manière raisonnablement étroite et a été envisagée largement sur la base de précédents. La convention doit être considérée comme une extension d'un corpus de règles déjà bien établies, et comme un petit pas plutôt que comme un bond en avant dans l'élaboration de normes juridiques. Ceux qu'inquiéterait la rapidité des négociations peuvent être rassurés : le résultat est pleinement conforme à un ensemble de dispositions bien établies du droit international et n'obligera pas les Etats à réexaminer de manière approfondie les règles juridiques et principes qu'ils ont déjà appliqués dans des situations similaires.

19. La question la plus difficile lors des négociations a sans aucun doute celle du champ d'application de la convention. Quelles opérations et quel personnel doivent être couverts? La position fondamentale de la Nouvelle-Zélande est que doivent être protégés ceux qui ont le plus besoin de protection. Ceci signifie en premier lieu

/...

(M. van Bohemen, Nouvelle-Zélande)

tous les personnels de maintien de la paix et toutes les personnes associées aux opérations de maintien de la paix. A l'intérieur de cette catégorie, il existe une catégorie de personnes exposées à des risques particuliers, par exemple celles qui se trouvent dans des lieux tels que la Somalie, où il n'y a pas de gouvernement pour assurer leur protection, ou en Bosnie-Herzégovine, où il existe de larges zones sur lesquelles le gouvernement hôte est incapable d'exercer un contrôle effectif. C'est pour assurer la protection de ces personnes que la délégation néo-zélandaise et d'autres se sont opposées aux propositions tendant à limiter le champ d'application de la convention aux opérations fondées sur le consentement en vertu du Chapitre VI de la Charte. La délégation néo-zélandaise est satisfaite que sa position soit reflétée dans la définition de l'expression "opération des Nations Unies" qui figure à l'article premier, alinéa c). Dans le même temps, elle estime que les références au consentement dans le préambule et à l'article 20 rendent adéquatement compte de l'importance qu'il y a à obtenir le consentement et la coopération des Etats hôtes pour l'exécution de la plupart des opérations de maintien de la paix.

20. Reconnaissant que ceux qui cherchent à perturber les opérations des Nations Unies auront tendance à prendre pour cible aussi bien le personnel de l'Organisation et des institutions des Nations Unies qui se trouvent à proximité d'une opération de maintien de la paix que les personnels participant effectivement à l'opération proprement dite, la Nouvelle-Zélande estimait que tous ces personnels opérant dans la région d'une opération devaient être couverts. Cet objectif a été réalisé à l'article premier, alinéa a) ii). En outre, la Nouvelle-Zélande a approuvé vigoureusement la recommandation formulée par le Secrétaire général et les institutions tendant à ce que toute protection accordée à une opération de maintien de la paix soit étendue au personnel contractuel et non gouvernemental exécutant des activités à l'appui d'une telle opération. A cet égard, la délégation néo-zélandaise est satisfaite des définitions des expressions "personnel des Nations Unies" et "personnel associé" figurant à l'article 2 a) et b).

21. On a longuement débattu du point de savoir si la convention devait s'appliquer à d'autres catégories d'opérations et de personnels. La Nouvelle-Zélande aurait appuyé un élargissement du champ d'application de la convention à tous les personnels des Nations Unies et des institutions amenés à opérer en dehors d'un quartier général établi. Néanmoins, elle a reconnu la validité de l'argument avancé, à savoir que seules des circonstances exceptionnelles justifiaient que l'on s'écarte du principe selon lequel la sécurité et la protection du personnel des Nations Unies incombaient au premier chef à l'Etat hôte. Selon ce point de vue, il n'était pas justifié d'étendre les protections inhabituelles de la juridiction universelle aux personnes en mesure de solliciter la protection du gouvernement hôte et de s'adresser à celui-ci pour obtenir réparation. Le compromis consacré à l'article 2 c) ii) réalise un équilibre entre ces deux positions. Le mécanisme permettant d'étendre les protections assurées par la convention à d'autres opérations lorsque le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale déclarent qu'il existe un risque exceptionnel pour le personnel en cause garantit la possibilité de protéger les personnels qui ont réellement besoin d'être protégés sans porter atteinte au principe selon lequel la juridiction universelle est une mesure exceptionnelle. Néanmoins, dans le doute, le Conseil et l'Assemblée devraient pencher du côté de la protection et être prêts à faire des déclarations "préemptives", sans attendre que des personnes aient été tuées ou blessées.

/...

(M. van Bohemen, Nouvelle-Zélande)

22. Avec l'assistance de la délégation ukrainienne, la délégation néo-zélandaise a établi et s'est efforcée de distribuer le texte d'un projet de résolution par lequel l'Assemblée générale adopterait la convention et l'ouvrirait à la signature. Ce projet a un caractère essentiellement procédural, et est fondé sur les précédents de conventions adoptées par la Sixième Commission. Le préambule décrit le contexte factuel des négociations et les travaux entrepris au sein du Comité ad hoc et du Groupe de travail à la session en cours. Le paragraphe 1 utilise la formulation standard pour l'adoption d'une convention et son ouverture à la signature. Le paragraphe 2 prie instamment les Etats de prendre des mesures appropriées pour protéger le personnel des Nations Unies se trouvant sur le territoire. Le paragraphe 3 recommande de garder constamment à l'étude la question de la sécurité du personnel des Nations Unies compte tenu des responsabilités des différents organes et organismes de l'Organisation et de la nature progressive des mesures prises; et le dernier paragraphe souligne l'importance que revêt l'achèvement rapide d'un examen complet des dispositions concernant l'indemnisation. Le texte de la Convention lui-même serait annexé à la résolution. Suivant les précédents constitués par les conventions concernant les personnes jouissant d'une protection internationale, les otages et les mercenaires, il est proposé de garder la convention ouverte à la signature jusqu'à la fin de l'année civile suivante (31 décembre 1995). La convention entrerait en vigueur 30 jours après le dépôt du 22e instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation et sa dénonciation prendrait effet un an après avoir été notifiée au Secrétaire général. La délégation néo-zélandaise espère que ces dispositions ne seront pas controversées, et que le projet de résolution pourra être adopté rapidement, sans être mis aux voix. La question est bien connue de tous, et un retard ne servirait donc les intérêts d'aucune délégation.

23. M. MOTSYK (Ukraine) dit qu'étant donné que la Sixième Commission n'adopte des traités internationaux que relativement rarement, l'adoption d'un projet de convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé est un événement qui sort de l'ordinaire. Le processus qui a commencé avec la fusion des projets distincts présentés par l'Ukraine et la Nouvelle-Zélande a abouti à la formulation du texte actuel, qui représente un compromis entre ces deux approches différentes mais complémentaires.

24. La délégation ukrainienne a pour la première fois déclaré qu'un instrument juridique était nécessaire pour protéger le personnel des Nations Unies et le personnel associé à la session de 1993 du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, après qu'en juillet 1992, à Sarajevo, des tirs d'obus délibérément dirigés sur des soldats ukrainiens en eurent tué un et blessé trois autres. Depuis cette date, 10 militaires ukrainiens ont été tués et 44 blessés dans des opérations de maintien de la paix, le plus souvent des suites d'attaques délibérées. Ces dernières années, les contingents d'autres Etats ont connu des pertes aussi lourdes. Depuis que l'Organisation des Nations Unies a commencé à mener des opérations de maintien de la paix, plus de 1 100 soldats engagés dans ces opérations ont été tués et plusieurs milliers blessés. Pourtant, les auteurs de ce qui constitue souvent des meurtres de sang-froid et délibérés ne peuvent être traduits en justice en l'absence d'un mécanisme juridique international à cet effet. L'objet du projet de convention est de combler cette lacune et de renforcer ainsi considérablement la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

/...

(M. Motsyk, Ukraine)

25. Le projet de convention contient un certain nombre d'autres dispositions très importantes, concernant notamment le droit de légitime défense de ces personnels; l'obligation des Etats parties d'assurer leur sécurité; l'obligation de relâcher ou de rendre à l'Organisation le personnel capturé ou détenu; les privilèges et immunités des éléments militaires et de police d'une opération; et le respect par ce personnel des lois et règlements de l'Etat hôte. Tout en comblant un certain nombre de lacunes concernant le statut du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ces dispositions visent aussi à renforcer l'efficacité des opérations de maintien de la paix.

26. Etant donné qu'il y a de plus en plus de victimes parmi le personnel des Nations Unies et le personnel associé, il est important d'adopter le projet de convention à la session en cours de l'Assemblée générale et de l'ouvrir immédiatement à la signature en vue d'une ratification ultérieure. La délégation ukrainienne espère donc vivement que le projet de résolution élaboré par les délégations néo-zélandaise et ukrainienne recueillera l'appui de toutes les délégations à la Sixième Commission et à l'Assemblée générale en séance plénière. Une immense majorité de délégations ont pris très activement part aux divers stades de l'élaboration du projet de convention, et c'est pourquoi l'on a abouti au meilleur texte de compromis possible. Certaines délégations peuvent avoir des réserves sur des dispositions du texte : la délégation ukrainienne, par exemple, n'est pas totalement satisfaite du libellé de l'alinéa c) ii) de l'article premier. Elle aurait aussi préféré que l'amendement à l'article 4 proposé par la délégation canadienne soit adopté. Néanmoins, le texte dont la Commission est saisie réalise un équilibre entre les intérêts des divers Etats Membres du point de vue des droits et des obligations. La délégation ukrainienne demande donc à la Commission d'adopter le texte du projet de résolution par consensus. Si la convention est adoptée, l'Ukraine a l'intention de la signer immédiatement et de commencer les préparatifs en vue de sa ratification.

27. Mme FERNANDEZ de GURMENDI (Argentine) dit qu'il est impératif de compléter les règles internationales existantes pour permettre à l'Organisation de faire face comme il convient aux nouveaux défis découlant du rôle plus actif qu'elle joue dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les opérations toujours plus nombreuses, ambitieuses et complexes établies par l'Organisation des Nations Unies et la croissance exponentielle des effectifs militaires et civils affectés à ces opérations ont malheureusement été accompagnées par une augmentation disproportionnée du nombre des attaques contre le personnel des Nations Unies. La délégation argentine se félicite donc que l'élaboration du projet de convention ait été menée à bien, ce qui montre l'intérêt qu'il y a à développer le corpus du droit international par des ajouts progressifs et l'amélioration des normes existantes.

28. D'une part, le projet de convention reflète la pratique de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des opérations de maintien de la paix, telle que celle-ci est attestée dans les accords sur le statut des forces conclus par l'Organisation avec les Etats hôtes. D'autre part, s'agissant du mécanisme qu'il institue pour assurer son application, le projet de convention est calqué sur les conventions anti-terroristes conclues en 1973; comme celles-ci, il consacre l'obligation d'extrader ou de poursuivre et contient les dispositions désormais standards relatives à l'établissement d'une juridiction universelle.

/...

(Mme Fernandez de Gurmendi, Argentine)

29. La principale difficulté rencontrée dans l'élaboration du projet de convention a été de définir le problème à régler. La détermination des opérations et du personnel devant être couvert par le projet a constitué depuis le début la question la plus délicate et celle à laquelle le Comité ad hoc et, ultérieurement, le Groupe de travail, ont dû consacrer le plus de temps. Etant donné la complexité croissante des opérations de maintien de la paix en cours et la nature pluridimensionnelle et parfois évolutive de leur mandat, il n'était pas possible d'élaborer des définitions simples reposant sur un seul paramètre, comme le consentement de l'Etat hôte.

30. Au cours du débat, il est apparu que limiter le champ d'application du projet de convention au personnel des Nations Unies affecté aux opérations de maintien de la paix, comme on l'avait initialement envisagé, était trop restrictif. La question s'est alors posée de savoir si d'autres opérations, exécutées par des organismes compétents des Nations Unies devaient relever du projet de convention et, dans l'affirmative, lesquelles. Il a été nécessaire de concilier divers points de vue. La délégation argentine pense que le compromis que reflète le texte permettra au projet de convention de bénéficier de la plus large acceptation auprès de la communauté internationale, et c'est pourquoi elle espère que le projet de convention sera adopté par l'Assemblée générale puis ratifié partout les Etats.

31. M. TAN (Singapour) dit qu'il importe que la communauté internationale prenne des mesures pour réduire au minimum les dangers auxquels sont confrontés le personnel des Nations Unies et le personnel associé participant à des opérations de maintien de la paix dans des régions troublées du monde. Toutefois, le cadre juridique à l'intérieur duquel les forces de maintien de la paix des Nations Unies opèrent n'est pas toujours clair. En Somalie, au Cambodge et dans l'ex-Yougoslavie, certains ont pu attaquer des membres d'opérations de maintien de la paix et des agents chargés de l'assistance en toute impunité, sachant qu'ils n'auraient pas de comptes à rendre à la justice pour leurs crimes. En conséquence, les mesures juridiques doivent s'intégrer dans l'ensemble des mesures qui seront prises pour faire face au problème. A cet égard, le projet de convention dont la Commission est saisie fera comprendre aux parties en conflit que les attaques contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé ne resteront pas sans réponse.

32. Des garanties ont été inscrites dans le projet pour assurer l'équité au bénéfice de toutes les parties concernées. Les dispositions sont calquées sur des précédents internationaux bien établis et représentent un compromis entre divers points de vue. Etant donné la diversité des opinions exprimées durant le débat qui a eu lieu au Comité ad hoc, on ne pouvait rien espérer de plus.

33. Singapour, en dépit de sa petite taille et de ses ressources limitées, a participé à un nombre d'opérations de maintien de la paix en fournissant des observateurs militaires et des forces de police, et se préoccupe toujours de la sûreté de son personnel. Les dispositions figurant dans le projet de convention ne sont pas les seules dispositions nécessaires pour assurer le succès et la sécurité des opérations de maintien de la paix. Il est également important que l'Organisation des Nations Unies et l'Etat hôte concluent aussi rapidement que possible un accord sur le statut des forces afin d'identifier, conformément à la pratique internationale, leurs domaines de compétence pénale respectifs en ce qui concerne le personnel militaire affecté aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

/...

34. M. Lamptey (Ghana) prend la présidence.

35. M. MARTENS (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne et de l'Autriche, dit que le projet de convention est un texte équitable et équilibré qui contribuera à améliorer la protection du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Il note avec satisfaction que le principe de la responsabilité individuelle pour la violation des dispositions du projet de convention, qui est de la plus haute importance, a été accepté par toutes les délégations.

36. Les attaques contre le personnel des Nations Unies sont des actes criminels. Le projet de convention exige de toutes les parties qu'elles établissent leur juridiction en ce qui concerne les crimes définis à l'article 9. La responsabilité individuelle est de plus garantie par l'incorporation du principe "extrader ou poursuivre" déjà consacré dans divers traités internationaux largement acceptés.

37. La protection du personnel des Nations Unies et du personnel associé est en outre garantie par l'obligation imposée aux Etats de prendre des mesures concrètes - échange de renseignements, coopération et assistance - pour assurer la sécurité de ce personnel.

38. La question la plus difficile et la plus controversée a été celle du champ d'application du projet de convention. L'Union européenne et l'Autriche se réjouissent que ce dernier protège non seulement le personnel des Nations Unies mais aussi le personnel associé, notamment les personnes chargées par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'exécuter des activités à l'appui d'une opération des Nations Unies.

39. Le Groupe de travail s'est aussi occupé d'une autre question cruciale, à savoir la relation entre le projet de convention et le droit humanitaire. Il est important que la future convention ne porte pas atteinte à des principes largement acceptés du droit humanitaire. C'est pourquoi les membres de l'Union européenne et l'Autriche notent avec satisfaction que le Groupe de travail a trouvé une formule qui trace une frontière nette entre l'application de la future convention et le droit des conflits armés internationaux. Le projet de convention ne s'applique pas aux actions coercitives menées en vertu du Chapitre VII de la Charte auxquelles s'applique le droit de conflits armés internationaux.

40. Il a été aussi tenu dûment compte de la préoccupation des Etats qui souhaitent que le consentement de l'Etat hôte soit requis. Le projet d'article 20 réaffirme que la future convention n'autorise pas en elle-même des opérations des Nations Unies et ne peut donc se substituer au consentement de l'Etat hôte lorsque celui-ci est nécessaire au regard du droit international.

41. Les délégations des pays membres de l'Union européenne et de l'Autriche engage la Commission et l'Assemblée générale à adopter le projet de convention immédiatement et à l'unanimité.

42. M. SEGER (Observateur de la Suisse) dit que le projet de convention constitue une réussite et mérite d'être recommandé à l'Assemblée générale pour adoption. La Suisse est convaincue que la future convention sera un instrument utile et viable. Elle note en particulier avec satisfaction qu'une solution claire a été trouvée au

/...

(M. Seger, Observateur de la Suisse)

problème du champ d'application du projet de convention et de sa relation avec le droit international humanitaire.

43. La seule critique que l'on pourrait adresser à la convention concerne son article premier, c) ii), qui énonce les critères auxquels est subordonnée l'application de la convention à des opérations autres que celles visant à maintenir ou à rétablir la paix et la sécurité internationales. Cette disposition suscite un certain nombre d'interrogations; par exemple, on voit comment justifier la compétence du Conseil de sécurité de déclarer la convention applicable à des opérations qui ne s'inscrivent pas précisément dans le cadre du maintien ou du rétablissement de la paix et de la sécurité. D'autre part, en admettant que de telles opérations relèvent de l'Assemblée générale s'agissant de l'application de la convention, la question se pose de savoir si l'Assemblée a vraiment les structures nécessaires pour prendre une décision qui doit intervenir rapidement. Seule l'épreuve de la pratique permettra de déterminer si les craintes initiales de la Suisse étaient justifiées ou non; dans l'intervalle, le Gouvernement suisse est prêt à envisager favorablement de ratifier la convention lorsque celle-ci aura été adoptée par l'Assemblée générale.

44. En ce qui concerne l'article 17 (Traitement équitable), le Gouvernement suisse tient à consigner son interprétation de cette disposition, à savoir qu'elle ne confère aux accusés faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites aucun autre droit que ceux que leur garantit déjà la législation nationale suisse. C'est pourquoi la Suisse appliquera l'article 17 selon sa pratique habituelle en matière d'enquête et de procédure pénale, laquelle est d'ailleurs totalement conforme aux dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme et du Pacte relatif aux droits civils et politiques.

ANNONCES CONCERNANT LES PROJETS DE RESOLUTIONS

45. Mme DAUCHY (Secrétaire de la Commission) dit que les Bahamas se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.6/49/L.6.

La séance est levée à 12 h 10.